

<b>Requesting Organization :</b>	Danish Refugee Council		
<b>Allocation Type :</b>	Allocation standard 2		
<b>Primary Cluster</b>	<b>Sub Cluster</b>	<b>Percentage</b>	
Sécurité Alimentaire		100	
		<b>100</b>	
<b>Project Title :</b>	Appui aux capacités de résilience des communautés agropastorales et apaisement des tensions éleveurs/agriculteurs dans les sous préfectures de Ndele et Bamingui		
<b>Allocation Type Category :</b>			
<b>OPS Details</b>			
<b>Project Code :</b>		<b>Fund Project Code :</b>	CAR-15/HCF10/9/FSEC/INGO/1287
<b>Cluster :</b>		<b>Project Budget in US\$ :</b>	280,105.89
<b>Planned project duration :</b>	12 months	<b>Priority:</b>	
<b>Planned Start Date :</b>	15/09/2015	<b>Planned End Date :</b>	15/09/2016
<b>Actual Start Date:</b>	15/09/2015	<b>Actual End Date:</b>	15/09/2016
<b>Project Summary :</b>	<p>Le projet ici proposé par DRC au cluster « Sécurité Alimentaire » envisage de fournir une réponse aux multiples contraintes et problématiques qui affectent les communautés agropastorales dans la préfecture de Bamingui Bangoran suite à la crise de 2013.</p> <p>Ce projet est complémentaire au deuxième projet que DRC a soumis au cluster MSSC pour la promotion des moyens d'existence des femmes, (AGR non agricoles, Tontines), la formation professionnelle des jeunes et la cohésion sociale.</p> <p>Le projet envisage de cibler en priorité les personnes déplacées internes à Ndélé qui depuis janvier 2014, exceptées deux distributions de nourriture (CICR et PAM), n'ont jamais reçu un appui en termes de moyen d'existence. Ensuite, seront ciblés les groupes vulnérables et à besoins spécifiques de la communauté et les groupes agropastoraux qui n'ont pas encore reçu un appui pour redynamiser leurs pratiques agropastorales. Dans le souci de respecter le principe du « DO NO HARM » une approche inclusive sera adoptée en prenant donc en compte à la fois les communautés déplacées et résidentes et les différents partenaires prévus dans ce projet (ACDA, ANDE, FNEC, OFCA, Collectifs des PDIs de Ndélé, autorités locales).</p> <p>Le projet prévoit un premier axe d'intervention centralisé sur le renforcement des capacités de résilience des groupes les plus vulnérables ou à risque (PDIs, jeunes, groupes à besoins spécifiques) dans la zone ciblée (Ndélé, Bamingui et l'axe Ndélé-Bamingui) via des appuis pour redynamiser la transformation alimentaire surtout dans les villages, les pratiques de petit élevage et de maraîchage selon l'approche des « CAISSES DE RESILIENCE » que DRC met déjà en œuvre à Bangui et dans l'Ouham Pendé en partenariat avec la FAO. Un appui spécifique sera apporté pour soutenir des groupes producteurs de semences et améliorer ainsi les qualités de semences « in situ ».</p> <p>Ensuite, dans le cadre d'un deuxième axe intervention, DRC envisage de mener des appuis en termes de redynamisation des infrastructures communautaires pour supporter la relance des filières porteuses (arachide, mil, sésame, karité, manioc), la mise en relation entre acteurs économiques et la promotion d'actions collectives pour favoriser la valorisation des produits agropastoraux et pérenniser les échanges commerciaux.</p> <p>Enfin, le troisième axe de ce projet, prévoit la mise en place de campagnes de vaccination pour contribuer à la santé du petit et du gros bétail qui seront réalisées grâce à la mise à disposition de vaccins et d'équipements pour assurer la chaîne du froid par la FAO et via l'opérationnalisation de la Pharmacie Vétérinaire de Ndélé.</p> <p>De manière complémentaire et transversale, des actions de formation et de sensibilisation en cohésion sociale (gestion pacifique des conflits, gestion des rumeurs, etc.), et en protection (droits de la femme, des enfants, VBG, critères de vulnérabilité, identification et référencement des vulnérables) seront organisées au profit des groupes ciblés par les activités décrites ci-dessus.</p> <p>Les activités seront réalisées en étroite synergie avec le cluster S.A. aussi bien que le cluster protection qui a développé une matrice transhumance.</p> <p>La logique d'intervention du projet se base sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) un approche de « life saving » focalisée sur les PDIs, sur les groupes le plus vulnérables ou à risque (veuves, handicapés, jeunes en chômage, filles mères, etc...) et sur les groupes n'ayant pas encore bénéficié d'un appui en termes agropastoral ;</li> <li>ii) une approche de CAPITALISATION des acquis réalisée sur Ndélé via les projets clôturés et en cours (Ambassade de France, Acteurs Non Etatique – UE, CHF urgence, etc.),</li> <li>iii) une logique d'EXTENSION GEOGRAPHIQUE vers des zones qui n'ont pas encore bénéficié d'appui mises à part les interventions du projet ECOFAUNE, soit principalement l'axe Ndélé-Bamingui et Bamingui centre,</li> <li>iv) une logique de COMPLEMENTARITE/SYNERGIE avec les initiatives d'autres partenaires comme le (ECOFAUNE, projet LINDO)</li> </ul>		

**Direct beneficiaries :**

Men	Women	Boys	Girls	Total
1,530	2,425	480	1,045	5,480

**Other Beneficiaries :**

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	960	1,455	307	592	3,314
Internally Displaced People	570	970	173	453	2,166
Other	0	0	0	0	0

**Indirect Beneficiaries :**

Le projet touchera environ 5,480 personnes. Parmi ces bénéficiaires directs, on considère environ 3.200 chefs de ménages. Les bénéficiaires indirects de ce projets sont représentés par les membres des 19 200 ménages considérés.

**Catchment Population:**

Le catchment est estimé à 24.000 personnes.

**Link with allocation strategy :**

A) Ce projet envisage de contribuer aux objectifs suivants du Plan de réponse stratégique : N. 3. Augmenter l'accès aux services de base et moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables N. 4. Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés, notamment dans les zones de retour et d'intégration. Les appuis en kits permettront aux communautés (résidentes, PDI, groupes plus vulnérables et à risque) de restaurer leurs moyens de subsistance. La redynamisation d'infrastructures facilitant la valorisation des produits agricoles permettra une majeure disponibilité de produits (farines, huiles, pâtes) sur les marchés locaux au moindre prix. Les formations/sensibilisation en protection et cohésion sociale permettront d'apaiser les tensions et faciliter le vivre ensemble. B) Par rapport aux objectifs principaux de cette allocation, le projet ici proposé contribuera aux objectifs suivants : 1-Soutenir la provision d'assistance humanitaire pour répondre à des besoins critiques nouveaux (« life saving ») afin d'assister les personnes vulnérables nouvellement déplacées et retournées et les populations à risque à la suite d'un choc ou d'une crise. Suite aux événements de 2013, plus de 4,000 personnes se sont déplacées à Ndélé. Malheureusement elles n'ont jamais pu bénéficier d'appuis qui puissent leur permettre de couvrir leurs besoins en termes de « moyens d'existence ». Grâce aux appuis reçus dans le cadre de ce projet, les PDIs pourront disposer de revenus, subvenir à leurs besoins les plus urgents et auront une meilleure capacité à réfléchir et prendre une décision sur leurs options de retour, réinstallation ou réintégration. 2-Maximiser l'impact des financements CHF déjà alloués en 2014 et 2015 où les activités doivent être prolongées pour pérenniser les gains humanitaires acquis en soutien aux personnes vulnérables déplacées, retournées et les populations à risque à la suite d'un choc ou d'une crise. Suites aux appuis d'urgence reçus par les PDIs à Ndélé en termes de distribution de vivres, eau et abris par les différents partenaires (DRC, CICR etc...), il s'avère désormais de franchir l'étape de l'assistance en favorisant des activités de survie « économique » qui puissent offrir des moyens d'existence et enclencher des dynamiques d'auto-prise en charge et de résilience. 3. Renforcer les mécanismes de survie pour les populations les plus à risque du fait de la limitation de mouvement. Suite aux échanges menés avec le « Collectif des PDIs de Ndélé », il est ressortit que la majorité des PDIs de Ndélé est intéressée à développer des activités de petit élevage et de maraichage afin de subvenir à leur besoins vitaux. Si les actions de type « non agricoles » seront prises en compte dans le projet soumis au cluster livelihood, ce projet permettra aux PDIs et aux autres groupes vulnérables et à risque de disposer des moyens d'existence pour développer des initiatives agropastorales et dégager ainsi des revenus pour contribuer à leur prise en charge et leur autonomisation. C) Par rapport aux objectifs du cluster SA : 1- Ce projet contribuera à l'objectif 2 du cluster SA et en particulier : au Programme 3 : Assistance agricole en milieu urbain et péri-urbain », surtout via les actions en faveur des PDIs avec les kits maraichages ; au « Prog. 4 : Réhabilitation des moyens de subsistance, relance de l'emploi et appui au retour en milieu rural » avec les activités de transformation alimentaire, les kits petit élevage etc... au « Prog. 5 : Appui aux organisations paysannes via l'approche des caisses de résilience" car tous les appuis matériels fournis par DRC aux groupements s'inscriront globalement dans l'approche « caisse de résilience » 2- Les activités liées aux campagnes de vaccination s'inscrivent dans le « Prog. 6 : Elevage & Transhumance » du cluster S.A. et vont ainsi contribuer à l'objectif 3 du cluster SA.

**Sub-Grants to Implementing Partners :**

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$
ACDA	(Non) National NGO	2,000
ANDE	(Non) National NGO	2,000
OFCA	(Non) National NGO	2,000
FNEC	(Non) National NGO	1,000
		<b>7,000</b>

**Other funding secured for the same project (to date) :**

Other Funding Source	Other Funding Amount
Acteurs Non Etatique - UE	580,000
DRC a été retenu comme partenaire d'exécution pour le projet EDUCATION financé par l'UE/UNICEF	800,000
Promotion de la cohésion sociale et des moyens d'existences en faveur des jeunes et des femmes affec	303,719
	<b>1,683,719</b>

**Organization focal point :**

Name	Title	Email	Phone
Philippe CONRAUD	Directeur Pays	drccar@drc.dk	+236-72724827
Davide STEFANINI	Deputy program	deputy.car@drc.dk	72796042

**BACKGROUND****1. Humanitarian context analysis**

La ville de Ndélé accueille actuellement plus de 4.000 déplacés internes, ce qui représente un poids supplémentaire pour la population de cette ville qui a largement été victime d'exactions de la part des groupes armés. Les activités de survie que les PDI voudraient développer sont notamment les jardins maraîchers et le petit élevage mais faute de moyens pour l'achat d'intrants, ils n'arrivent pas à les mettre en place. Actuellement, faute de moyens d'existence et donc de revenus, les PDI ne disposent pas de ce minimum de ressources qui leur permettrait de faire un choix libre, réfléchi et volontaire de retour à Bangui, de réinstallation ailleurs ou d'intégration à Ndélé. Les principales activités économiques des résidents tournent autour de l'agriculture, du petit élevage et du petit commerce et les principaux lieux d'écoulement des marchandises sont les marchés fixes à Ndélé et Bamingui ou périodiques dans les villages sur l'axe. La production agricole a connu une baisse importante à cause de la crise : « les plus importantes baisses ont été enregistrées dans les préfectures du nord (Ouham-Pende, Ouham, Bamingui, Bangoran, Vakaga) où les récoltes ont baissé de 45 à 48 pour cent par rapport à 2012 et le sorgho, principalement cultivé dans le nord, a enregistré une diminution de 50 pour cent au niveau national. » (Cf. CFSAM 2014). La destruction des outils de production et de transformation des produits agricoles durant les événements de 2013 empêche aujourd'hui la valorisation des produits locaux et augmente la dépendance des populations aux gros commerçants pour l'achat des huiles, farines etc. vendus à des prix trop élevés pour les capacités des consommateurs locaux. L'inoccupation des populations urbaines, notamment des jeunes (filles et garçons) et des PDI renforce les tensions inter communautaires, les pratiques d'activités néfastes (enrôlement des jeunes dans les groupes armés, alcoolisme, vol, racket, prostitution des jeunes filles, etc) et le sentiment d'être abandonné par le Gouvernement, mettant en difficulté le processus de paix. Sans compter que de nombreux éléments de l'ex-Séléka sont présents dans la zone ciblée par ce projet, auxquels s'ajoutent des éleveurs (transhumants et sédentaires) en bonne partie armés, ce qui renforce d'autant plus le risque d'insécurité et de tension sociale dans la préfecture. DRC a aussi élaboré une étude approfondie entre novembre 2014 et février 2015 (fonds ECHO) développée dans le cadre d'une action conjointe avec la FAO qui a analysé la santé animale et CRS qui a étudié les aspects socio-anthropologiques des Peuls. Cette étude permet de disposer d'une compréhension plus claire des dynamiques liées aux activités de transhumance, et notamment celles liées aux conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les récents échanges menés avec la communauté de Ndélé ont fait ressortir que l'agrandissement de la ville de Ndélé a rapproché géographiquement les zones affectées aux éleveurs des habitations et des parcelles agricoles. Les enfants, utilisés comme bouviers ne sont pas en capacité de bien gérer les troupeaux et ne connaissent pas les limites des parcelles agricoles ce qui engendre des dégâts dans les champs et donc des réclamations de la part des agriculteurs qui souhaitent être dédommagés. DRC a pu enfin – dans le cadre du projet ANE de l'UE - mettre en place une pharmacie vétérinaire qui est en train d'être achevée et qui sera gérée par un COGES et la FNEC. Les échanges menés avec les éleveurs de petit et grand bétail à Ndélé ont relevé comme besoin prioritaire la mise en place rapide de campagne de vaccination.

**2. Needs assessment**

L'enquête de sécurité alimentaire menée en mai 2015 par DRC a fait ressortir que 36% des 294 chefs de ménages interviewés enregistraient un SCA « Pauvre », 20% « limite » et seulement 44% « acceptable ». L'enquête a également fait ressortir des valeurs alarmantes en termes de « Coping Index Strategy » qui mettent en exergue les stratégies de survie négatives adoptées par les populations : par exemple, 80% des interviewés avait passé au moins une journée sans manger durant la semaine précédant l'enquête; 72% consommait des aliments non favorisés mais moins chers ; et environ un tiers avait réduit le nombre de repas, les dépenses sur l'éducation et la santé en plus de diminuer les portions alimentaires des repas. Ci dessous les besoins exprimés par les principaux groupes ciblés par ce projet : Plus de 20 groupements de PDI se sont constitués pour s'investir dans des activités agropastorales (maraichage et petit élevage) mais faute de moyens n'ont pas accès aux intrants nécessaires (semences, engrais, animaux, etc...). Les femmes qui souhaitent développer des activités de transformation des produits agricoles ne disposent d'aucun équipement (moulins, décortiqueuses, machine à pâte) et sont obligées de travailler de manière traditionnelle (au pilon) avec des résultats faibles en termes de qualité et une énorme consommation d'énergie et de temps. Les producteurs vivriers souhaiteraient également disposer de semences de qualité pour la prochaine saison agricole. Les tests de germination des semences distribuées cette année se situaient entre 50 et 70% ce qui est très bas et ne permettra que des récoltes minimes par rapport aux besoins alimentaires des producteurs. Les éleveurs de gros bétail (sédentaires et transhumants) et de petit bétail (cabris, moutons) ont manifesté le besoin de pouvoir régulièrement vacciner leurs bêtes. Plusieurs PDI et résidents voudraient développer de la production de volaille mais l'absence de vaccins empêche le développement de cette activité pourtant très prometteuse. Le petit élevage à Ndélé, sur l'axe Ndélé – Bamingui, et à Bamingui a été largement pillé pendant les événements. Plus d'un tiers des ménages a perdu son petit bétail suite à la crise. Il s'agit pourtant, pour cette population rurale, d'une source de revenu couvrant toute l'année pour parer aux besoins non prévus du ménage. Le petit élevage représente donc une sorte de « réserve » face aux imprévus (santé, destruction des champs par des vaches, etc.) et donc une stratégie de RESILIENCE. Un cabri, un mouton peuvent être rapidement vendus pour acheter des médicaments, de la nourriture, etc. Le petit bétail est aussi une forme très concrète d'épargne car les ménages, n'ayant pas accès à des services financiers pour sécuriser leurs petites épargnes, achètent alors du petit bétail en « capitalisant » ainsi leurs revenus. Le petit bétail permet enfin aux ménages de faire fructifier leur capital par les naissances de nouveaux animaux. Malheureusement l'absence de produits vétérinaires et les faibles connaissances techniques agrandissent le risque de voir disparaître soit un revenu complémentaire (résilience), soit une réserve / l'épargne pour faire face aux chocs, soit un projet AGR qui aurait pu faire fructifier l'épargne. Les responsables de l'ACDA (02) et de l'ANDE (02), présents sur place, ont manifesté le besoin de disposer d'un minimum d'équipement pour assurer leur travail sur le terrain (motos, carburant, ordinateur,...) et le besoin de voir leurs compétences et leurs capacités renforcées. Un besoin commun est exprimé par les communautés (résidentes ou déplacées) qui souhaitent acquérir des notions et des outils pour adopter une conduite à tenir par rapport aux problématiques de cohésion sociale (conflit, litiges, rumeurs, etc.) et de protection (vulnérabilité, enfants déscolarisés, orphelins, personnes en détresse émotionnelle).

**3. Description Of Beneficiaries**

Les bénéficiaires de ce projet, au niveau de la Bamingui Bangoran seront à la fois les PDIs dépourvus de toutes sortes de moyens d'existence, les groupes vulnérables et à risque et les groupes agropastoraux touchés par la crise et qui n'ont pas encore reçu d'appui. En particulier DRC ciblera : - Les groupes de femmes dédiées à la transformation alimentaire (60), déplacés et non déplacés avec un accent sur les couches les plus vulnérables ; - Les groupes maraichers (40), déplacés et non déplacés ; - Les groupes d'éleveurs du petit bétail (40) déplacés et non déplacés ; - Les groupes producteurs de semences (5) - les éleveurs de petit et grand bétail (200) Globalement, les bénéficiaires indirects seront les habitants de la ville de Ndélé (y compris les 4,000 PDIs), de la ville de Bamingui, et l'ensemble des habitants des 10 villages sur l'axe routier Ndélé – Bamingui qui disposeront aussi des services offerts par les 2 plateformes multifonctionnelles, la pharmacie vétérinaire et la centrale d'achat IDENTIFICATION : Compte tenu des complexités des liens de leadership et afin de ne pas générer de frustrations, l'identification des bénéficiaires (notamment les groupements) se fera à travers plusieurs portes d'entrées communautaires : autorités locales, responsables de l'ACDA, ANDE, FNEC, le Collectif des PDIs de Ndélé, les responsables de l'OFCA et d'autres associations (qui peuvent disposer de listing des groupements) et leaders locaux. Les groupes de PDIs, les groupes de vulnérables et les groupes agropastoraux n'ayant pas encore été appuyé depuis 2014 seront considérés comme prioritaires. Les groupes mixtes (PDIs et résidents) seront aussi privilégiés. APPROCHE / LOGIQUE D'INTERVENTION : L'approche vise à la fois à recapitaliser les groupes actifs d'avant la crise qui ont perdu leurs équipements de production aussi bien que d'appuyer de nouveaux groupes, sans moyens de production, intégrant notamment les PDIs, les jeunes au chômage, etc. CRITÈRES : Les critères de sélection des bénéficiaires porteront principalement sur deux types d'analyse : 1) une analyse basée sur les performances des groupes ciblés (ex : solidité/expérience du groupement, capacités de production, esprit d'innovation, volonté et dynamisme.) qui permettra de sélectionner environ 40-50% des groupes cibles ; 2) une analyse basée sur les vulnérabilités des groupes ciblés (ex : personnes déplacés et/ou sans moyens, membres avec handicap, VIH/SIDA, filles mères, veuves avec enfants en charge...) qui permettra de sélectionner 50-60% des groupes cibles. Le volet transversal de protection et cohésion sociale permettra de cibler les groupes ciblés par des formations / sensibilisations sur les thématiques des droits de l'homme, de la Femmes, des VBG et de la cohésion sociale. Grâce à ces formations, les groupes ciblés seront ainsi en mesure de référer les cas de vulnérabilité à DRC ou à d'autres partenaires (CICR, MSF) ou de favoriser une résolution pacifique d'un conflit en contribuant ainsi à la promotion d'un environnement protecteur et apaisé.

#### **4. Grant Request Justification**

DRC, présent à Ndélé depuis 2008, met actuellement en œuvre un projet sous financement de l'Union Européenne / ANE fondé sur des activités de sécurité alimentaire, de cohésion sociale et protection, ainsi que de réhabilitation / construction d'infrastructures communautaires (notamment les marchés de Ndélé et Bamingui). Ce projet ne se focalise pas sur un soutien rapide aux PDIs et aux couches les plus vulnérables mais est orienté davantage vers la couverture des groupements agropastoraux plus solides et déjà présents à Ndélé dans une logique de relèvement précoce. Le projet proposé au cluster SA pour cette allocation du CHF permettra donc de : 1 - Fournir des appuis pour reconstituer les moyens d'existence des PDIs de Ndélé et des autres groupes vulnérables ou à risque dans les zones ciblées afin qu'ils puissent rapidement générer des revenus. D'une part l'accès à des moyens d'existence permettra de renforcer les capacités d'autonomisation et de résilience des groupes vulnérables ; d'autre part les PDIs, via ces appuis pourront mieux orienter leurs choix en termes de retour, de réinstallation ou de réintégration. 2 - Redynamiser les infrastructures à vocation économique (plateformes multifonctionnelle et centrale d'achats) déjà en place mais affectées par la crise de 2013. Ces infrastructures permettront de fournir des services importants en termes de transformation/valorisation des produits alimentaires, stockage, vente de produits à moindre coût, au profit de tous les membres de la communauté. 3 – Apporter un appui rapide en terme de santé animale pour les éleveurs du grand et petit bétail. 4- Répondre de manière intégrée et transversale à une meilleure connaissance des communautés sur les thématiques de cohésion sociale et de protection. A noter que DRC bénéficie d'une très bonne relation avec les autorités en place, notamment la Chefferie traditionnelle guidée par le Sultan, les chefs de quartiers et les responsables de l'ACDA, de l'ANDE et de la FNEC sur place. Le travail effectué au côté des communautés locales depuis 7 ans et avec les PDIs depuis 2014, permet de compter sur un bon ancrage communautaire. En outre, DRC a une bonne maîtrise des approches, des méthodologies et des activités de type relèvement précoce / relance agricole / cohésion sociale et adopte déjà l'approche « CAISSE DE RESILIENCE » à Bangui et dans l'Ouham Pendé avec un financement de la FAO. DRC est co-lead du cluster MSSP, du cluster protection et membre actif du cluster Sec. Alim ainsi que du groupe thématique « transhumance ». Elle dispose d'expertises avérées (staffs expatriés, staffs nationaux et consultants) dans le domaine de l'agronomie, du relèvement socio-économique, de la protection et de la cohésion sociale. L'évaluation en sécurité alimentaire de mai 2015 à Ndélé et sa périphérie a permis de quantifier les faibles performances du secteur agricoles et du petit élevage et de mettre en exergue les besoins d'appui aux filières afin de renforcer les capacités de résilience des groupes agropastoraux de Ndélé. L'étude « SITUATION DE LA TRANSHUMANCE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE SUITE AUX CRISES DE 2013 ET 2014 » réalisée par DRC entre novembre 2014 et février 2015 a quant à elle a permis de disposer d'une très bonne connaissance du phénomène complexe qu'est celui de la transhumance et de ses implications sur le tissu social et économique dans les zones de l'Ouham, de l'Ouham Pendé et de la Bamingui Bangoran. Finalement, à noter que DRC a souvent emprunté l'axe routier entre Ndélé et Bamingui, menant des focus groups et des échanges avec les communautés ayant permis de prioriser les besoins des communautés ciblées par ce projet. La présence d'un comité de Protection à Bamingui permet également à DRC d'avoir une bonne connaissance des difficultés rencontrées par la population, ainsi qu'une assise communautaire importante.

#### **5. Complementarity**

Les complémentarités de ce projet avec les autres initiatives en place sur Ndélé se dérouleront de la manière suivante : 1- Entre ce projet CHF Sécurité Alimentaire et le projet ANE / UE: Ce projet permettra de développer une complémentarité d'abord en interne avec les activités de type « relèvement » menées dans le cadre du projet « Acteurs Non Etatique » (ANE) mis en œuvre par DRC. Le centre de Formation Agricole bientôt achevé dans le cadre du projet ANE, permettra de disposer d'un lieu adapté pour mener les formations prévues dans le cadre de ce projet CHF. Le projet pourra aussi capitaliser les activités de la pharmacie vétérinaire qui vient d'être achevée afin de faciliter l'accès aux produits vétérinaires sur place de manière durable. Cette pharmacie, mais aussi l'abattoir de Ndélé qui est en train d'être réhabilité par DRC permettront de renforcer les liens entre agriculteurs et éleveurs. 2 - Entre ce projet CHF Sécurité Alimentaire et le projet CHF Moyens d'existence: Une très bonne complémentarité se dégagera entre les initiatives développées dans le cadre de ce projet CHF et celle de l'autre projet CHF soumis au cluster moyens d'existence en favorisant toutes sortes de synergie en termes économique et commerciale : - Les forgerons locaux (soutenus par ce CHF Livelihood) produiront les outillages agricoles pour les groupes ciblés dans le CHF Sécurité Alimentaire; - La plateforme multifonctionnelle et la centrale d'achats, redynamisés via le CHF SA, apporteront des services aux groupes ciblés par le CHF LH : des décortiqueuses, des moulins pour les femmes commerçants, un poste à soudure pour les jeunes artisans, etc. 3 - Entre ce projet et d'autres. Le projet permettra de dégager des synergies avec les activités de résolution de conflit qui seront mis en œuvre via le projet ECOFAUNE. Il est à noter aussi que : Étant donnée la réduction du budget disponible pour ce projet et le fait que DRC n'ait pas été retenu par le fond BEKOU à Ndélé pour un projet sur la transhumance, le volet « transhumance » initialement proposé via ce projet CHF a été réduit. Cependant, DRC dispose encore de ressources dédiées à ce domaine important sur le projet « Acteurs Non Etatique » financé par l'UE. Comme indiqué ci-dessus, DRC à déjà procédé à la mise en place d'une pharmacie vétérinaire à Ndélé dont le COGES sera équipé et formé pour assurer à la fois la disponibilité de produits vétérinaires et contribuer à la résolution des possibles conflits entre agriculteurs et éleveurs. Enfin via ce projet CHF, DRC pourra mener des campagnes de vaccination pour le bétail. En effet la vaccination du bétail demeure le besoin le plus urgent en accord aux demandes exprimées par les leaders des éleveurs

#### **LOGICAL FRAMEWORK**

##### **Overall project objective**

Contribuer au renforcement des capacités de résilience des communautés agropastorales et à l'apaisement des tensions entre agriculteurs et éleveurs dans la Bamingui Bangoran. Le projet proposé par DRC envisage d'abord de contribuer au renforcement des capacités de résilience des communautés (cela inclut : PDIs, résidents, groupes vulnérables, jeunes à risques, etc.) de Ndélé et Bamingui qui souffrent d'un manque crucial d'appui à cause du nombre réduit de partenaires opérationnels sur la zone cible. Le projet envisage des formations et des appuis matériels, un appui continue aux groupes ciblés (groupes de femmes, groupes de maraîchers, groupes de producteurs de semences et d'éleveurs du petit bétail) en se basant sur l'approche CAISSE DE RESILIENCE promue par la FAO. Il intégrera donc le volet TONTINE AMELIOREES (AVEC) pour faciliter l'accès à l'épargne et aux microcrédits des groupes cibles leur permettant de pérenniser et diversifier leurs activités. Il permettra aussi la mise en place de « Champs Ecole Paysanne » (CEP) et de « Fermes Ecole Paysans » (FEP) pour présenter aux paysans les bienfaits de l'application des techniques agropastorales apprises. Le projet prévoit aussi la réhabilitation / redynamisation de 3 infrastructures communautaires (2 Plateformes et 1 Centrale d'achats) qui contribueront à la reconstitution des filières agropastorales en facilitant le stockage, l'approvisionnement et la transformation des produits agricoles sur place et un appui à la pharmacie vétérinaire (frigo, mobilier etc...). Les actions envisagées permettront aux PDIs de dégager des revenus et ainsi de concrétiser leurs choix d'intégration locale, de retour sur Bangui ou de réinstallation ailleurs. Le projet envisage également de soutenir la présence active sur le terrain des responsables de l'ACDA, de l'ANDE et de la FNEC pour accompagner et suivre les groupements dans leurs activités. Le projet prévoit aussi la mise en place de campagne de vaccination pour réduire le taux de mortalité auprès du petit et gros bétail. Enfin, les volets de formation/sensibilisation en cohésion sociale et protection permettront aux communautés de disposer d'une base d'information, d'outils et de « bonnes pratiques » afin de contribuer à la protection communautaire, l'identification et le référencement des vulnérables et la gestion pacifique des conflits. Les mécanismes qui permettront une pérennisation des acquis du projet sont les suivants: 1) les infrastructures redynamisées (Plateformes et Centrales d'achats) seront gérées par un COGES, qui sera dument formé et doté des outils nécessaires pour assurer une gestion efficace et transparente. Pendant les événements de 2013, l'ancien COGES a pu sauver une partie des équipements de la plateforme et la caisse en faisant ainsi preuve d'une très forte appropriation. L'appui d'un consultant expert en gestion des plateformes permettra aussi de mettre en place une stratégie de recouvrement des coûts (des tarifs seront élaborées pour accéder aux différentes machines / équipements/ services) fournis par ces infrastructures. 2) Les groupes agropastoraux et de femmes appuyés pourront continuer leurs activités grâce au développement du système de tontines améliorées (Cf. Approche « CAISSE DE RESILIENCE ») qui permettra une bonne gestion du flux financiers 3) Via la mise en œuvre des « CEP » et des « FEP » les groupes cibles pourront observer directement les avantages de la mise en application des notions apprises et les répliquer avec facilité. Le projet se fondera sur : - une approche hautement participative et communautaire; - l'analyse sensible au conflit (do no harm) afin de s'assurer que la mise en œuvre du projet n'engendre pas de conflits / discriminations / stigmatisations ultérieures parmi les groupes cibles - la prise en compte de l'approche genre pour prendre en compte les besoins spécifiques des hommes et des femmes - l'intégration de la protection et de la cohésion sociale

## Sécurité Alimentaire

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 2 : Rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'urgence et de crise en assurant l'accès aux actifs productifs et aux marchés; augmenter leur résilience en renforçant les structures sociales et économiques	Objectif 4 SRP-2015 : Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.	75
2015 Obj 3 : Promouvoir l'accès et la gestion inclusive des ressources naturelles par le dialogue et les opportunités économiques conjointes afin de renforcer les échanges intercommunautaires	Objectif 3 SRP-2015 : Augmenter l'accès aux services de base et moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables	25

**Contribution to Cluster/Sector Objectives :** Le projet de DRC contribuera à 2 objectifs du cluster Sécurité Alimentaire. Le projet de DRC contribuera à l'OBJECTIF #2: « Rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'urgence et de crise en assurant l'accès aux actifs productifs et aux marchés; augmenter leur résilience en renforçant les structures sociales et économiques » du cluster : - Via les appuis en kits, DRC pourra restaurer rapidement les moyens d'existence et notamment les capacités de production des groupes de maraichers et d'éleveurs de petit bétail ; - Via la redynamisation (réhabilitation et équipement) de 02 Plateformes Multifonctionnelles (grand bâtiment doté d'un moteur de 10KWA qui alimente des machines de transformation géré par une association de femmes). DRC pourra soutenir la valorisation des produits agricoles (arachide, manioc, riz, maïs) en les transformant facilement en pâtes, farines, huiles, pour les vendre sur les marchés locaux à des prix accessibles aux communautés locales ; - Via les formations en cohésion sociale et protection qui permettront aux groupes cibles de maîtriser les notions de base sur la gestion pacifique des conflits, les droits de la femme et des enfants, l'identification et référencement des vulnérabilités Le projet de DRC contribuera à l'OBJECTIF #3: « Promouvoir l'accès et la gestion inclusive des ressources naturelles par le dialogue et les opportunités économiques conjointes afin de renforcer les échanges intercommunautaires » car : - Les activités de sensibilisation, formation, redynamisation des instances en charge de la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs contribueront à redonner confiance aux communautés et à assurer une gestion non violente des conflits. - L'implication de la FENC, ACDA et ANDE dans toute la mise en œuvre du projet permettront à ces structures de travailler avec continuité sur le terrain et rester à proximité des communautés en réduisant ainsi ce sentiment d'abandon et de frustration qui encore aujourd'hui persiste surtout en milieu rural. - les vaccinations permettront de réduire la mortalité du bétail et initier un processus d'échange, de communication et de mise en relation entre Peulhs, services décentralisés (ANDE), FNEC et agriculteurs. Enfin DRC s'appuiera sur l'Approche CAISSE DE RESILIENCE et sur les recommandations, leçons apprises partagées dans le cluster et le groupe thématique transhumance.

### Outcome 1

Les productions agropastorales sont redynamisées via le renforcement des capacités de résilience de 145 groupements et une redynamisation des 03 infrastructures communautaires susceptibles de promouvoir les filières porteuses.

#### Output 1.1

##### Description

45 groupements agricoles sont appuyés pour diversifier et pérenniser leurs productions respectives via l'approche "Champs École Paysans"

##### Assumptions & Risks



Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant tout action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée

B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.

C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.

D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

## Activités

### Activity 1.1.1

Identification et sélection des groupements maraichers à Ndele, Bamingui et sur l'axe Ndele – Bamingui

### Activity 1.1.2

Remise des Kits (apport FAO) et des intrants aux groupes sélectionnés

### Activity 1.1.3

Élaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Champs École Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO pour les groupes maraichers

### Activity 1.1.4

Suivi, appui/conseil et évaluation des productions maraichères avec un appui conseil continu (DRC et ACDA)

### Activity 1.1.5

Identification et sélection des groupements producteurs des semences à Ndele et Bamingui centre

### Activity 1.1.6

Achats des semences améliorées avec l'appui/conseil de la FAO (achat national à l'ICRA ou dans la sous région – Cameroun)

### Activity 1.1.7

Elaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Champs Ecole Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO pour les groupes producteurs de semences.

### Activity 1.1.8

Mise en relations entre les groupes producteurs de semences et les groupes vivriers pour injecter des nouvelles semences à plus haute productivité. Ce travail se fera dès la récolte de cette année sur la sélection, la constitution de stock, et la conservation des semences.

### Activity 1.1.9

Suivi, appui/conseil et évaluation des performances des producteurs de semences (DRC et ACDA)

### Activity 1.1.10

Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche "CAISSE DE RESILIENCE" afin d'appuyer le système de suivi

## Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle Target
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	Nb de groupements paysans appuyés (formation/matériel)					45
<b>Means of Verification</b> : Decharge des groupements beneficiaires Listing des groupements ciblés							
Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	% de ménages ciblés dont l'indice des stratégies de survie (Coping Strategies Index - CSI) est stabilisé ou réduit					35
<b>Means of Verification</b> : Enquete / BAseline - End line							
Indicator 1.1.3	Sécurité Alimentaire	Nb de Referent Technique Endogene (RTE) formé et équipé pour assurer le suivi des groupes maraichers et de production de semence					5

**Means of Verification** : PV des formation

Liste des RTE

Rapport d'activité / suivi des RTE

Output 1.2							
Description							
60 groupes de femmes sont appuyés via l'approche « Caisse de Résilience »							
Assumptions & Risks							
<p>Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant tout action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.</p> <p>A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée</p> <p>B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.</p> <p>C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.</p> <p>D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).</p>							
Activities							
Activity 1.2.1							
Présentation de l'approche Caisse de résilience aux communautés et déroulement d'une Enquete BASELINE RESILIENCE sur tous les groupes cibles du projets CHF Sec. Alim et CHF Moyens D'existence" (financé sur le projet CHF \"moyen d'existence\"							
Activity 1.2.2							
Identifications des groupes féminins dédiés à la transformation alimentaire sur Ndele, Bamingui et les 15 villages de l'axe Ndele – Bamingui							
Activity 1.2.3							
Acheminement des Kits (apport FAO) et distribution aux groupes retenus							
Activity 1.2.4							
Formation des groupes sur la bonne gestion des AGR et l'approche Tontines Améliorée / AVEC (Associations Villageois d'Epargne et de Crédit)							
Activity 1.2.5							
Appui / Conseil et suivi des performances des groupes							
Activity 1.2.6							
Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche \"CAISSE DE RESILIENCE\" afin d'appuyer le système de suivi							
Activity 1.2.7							
Déroulement de l'enquete END LINE RESILIENCE pour apprecier l'evolution des conditions de vie des groupes appuyés (financé sur le projet CHF / Moyen d'existence)							
Indicators							
			End cycle beneficiaries				End cycle
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Sécurité Alimentaire	Nb de groupements paysans appuyés (formation/matériel)					60
<b>Means of Verification</b> : Decharge des groupements Listing des groupes appuyés Rapport d'activité							
Indicator 1.2.2	Sécurité Alimentaire	% de ménages ciblés dont l'indice des stratégies de survie (Coping Strategies Index - CSI) est stabilisé ou réduit					30
<b>Means of Verification</b> : Enquete Baseline - End Line							
Indicator 1.2.3	Sécurité Alimentaire	Nb de Referent Technique Endogene (RTE) formé et équipé pour assurer le suivi des groupes de femmes AGR					5
<b>Means of Verification</b> : PV des formations Rapport d'activités / suivi des RTE							

Indicador 1.2.4	Sécurité Alimentaire	Nb d'enquêtes/évaluations/études réalisées							1
<b>Means of Verification</b> : Enquete RESILIENCE disponible et partagé avec le cluster et les autres instances.									
Indicador 1.2.5	Sécurité Alimentaire	% de femme dans les groupes appuyés							80
<b>Means of Verification</b> : Listing des groupes appuyés									
<b>Output 1.3</b>									
<b>Description</b>									
40 groupes d'éleveurs de petit bétail sont appuyés via l'approche « Caisse de Résilience »									
<b>Assumptions &amp; Risks</b>									
<p>Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant tout action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.</p> <p>A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintien de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée</p> <p>B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquent des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.</p> <p>C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.</p> <p>D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).</p>									
<b>Activités</b>									
<b>Activity 1.3.1</b>									
Identification et sélection des groupements de petit élevage sur l'axe Ndele – Bamingui et à Bamingui									
<b>Activity 1.3.2</b>									
Achats et acheminement des animaux avec l'appui/conseil de la FAO									
<b>Activity 1.3.3</b>									
Elaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Ferme Ecole Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO									
<b>Activity 1.3.4</b>									
Suivi, appui/conseil et évaluation des performances des groupes d'élevages									
<b>Activity 1.3.5</b>									
Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche Ferme Ecole pour assurer la formation et le suivi des groupes ciblés									
<b>Indicators</b>									
			<b>End cycle beneficiaries</b>				<b>End cycle</b>		
<b>Code</b>	<b>Cluster</b>	<b>Indicator</b>	<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Target</b>		
Indicador 1.3.1	Sécurité Alimentaire	Nb de groupements paysans appuyés (formation/matériel)					40		
<b>Means of Verification</b> : Decharge des groupes appuyés Rapport d'activité Listing des beneficiaires									
Indicador 1.3.2	Sécurité Alimentaire	Nb de Referent Technique Endogene (RTE) formé et équipé pour assurer le suivi des groupes de femmes AGR					5		
<b>Means of Verification</b> : PV des formation Rapport d'activités / suivi des RTE									
<b>Output 1.4</b>									
<b>Description</b>									
03 infrastructures communautaires (02 Plateformes Multifonctionnelles et 01 Centrale d'Achat) sont redynamisées afin de supporter les filières porteuses et donner une valeur ajoutée à la production agricole									
<b>Assumptions &amp; Risks</b>									



Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant tout action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée

B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.

C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.

D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

## Activities

### Activity 1.4.1

Identification participative des besoins en équipements / rhabilitation des 3 infrastructures ciblées

### Activity 1.4.2

Mise à disposition des équipements et finalisation des travaux de réhabilitation

### Activity 1.4.3

Elaboration d'une stratégie de pérennisation et répliation des plateformes multifonctionnelles

### Activity 1.4.4

Appui à la mise en place et formation des 03 Comités de Gestion (75% des femmes) dans le domaine de la gestion / planification organisationnelle et financière aussi bien que dans la maintenance des machines

### Activity 1.4.5

Appui / Conseil et suivi des performances financières des infrastructures redynamisées

## Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle Target
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.4.1	Sécurité Alimentaire	Nb d'infrastructures rurales réhabilitées/construites (stockage, marchés, etc.)					3
<b>Means of Verification</b> : PV des travaux mis en oeuvre Decharge de la communauté Photos Rapport d'activité							
Indicator 1.4.2	Sécurité Alimentaire	Nb de personne ayant eu accès aux infrastructures mises en place (02 Plateformes, 01 Centrale d'achat)					2,000

**Means of Verification** : Registre des clients

## Outcome 2

"Contribuer à un environnement protecteur et à une cohabitation pacifique entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs dans les zones ciblées par le projet"

### Description:

Les actions envisagées par DRC pour atteindre cet objectif s'articulent autour des axes intervention suivants :

#### OUTPUT 2.1 :

1) Formation en cohésion sociale (gestion pacifique des conflits, gestion des rumeurs, etc...) et protection (identification et référencement des vulnérables, droits de la femme de l'enfant, VBG, etc...) de tous les 140 groupes appuyés dans le cadre de l'outcome 1  
2) Organisation, dans 4 zones/villages où les relations agriculteurs / éleveurs sont tendues, d'une série de rencontres, diagnostics participatives, ateliers d'échange, formation, sensibilisation regroupant les différentes parties prenantes afin de développer des initiatives pouvant apaiser les tensions et rapprocher les 02 communautés. Cela donnera lieu aussi à un plaidoyer et les rapports d'activités seront régulièrement envoyés au groupe thématique transhumance pour alimenter la réflexion, le plaidoyer et la prise d'action aussi au niveau des instances nationales à Bangui (MDR, FAO, bailleurs de fonds etc...)

#### OUTPUT : 2.2

3) Mise en place de campagnes de vaccination pour le petit et gros bétail  
4) Un appui ponctuel (mobilier, frigo, équipement de travail) à la pharmacie vétérinaire de Ndélé qui vient d'être mis en place.

Ces activités seront menées en complémentarité des activités planifiées dans le cadre du projet « Renforcement des capacités de résilience des ANE et appui au relèvement économique des populations affectées par le conflit vivant dans la Préfecture de la Bamingui Bangoran » - ANE/DRC (Ex : promotion de la culture attelés, microprojets de rapprochement éleveurs- agriculteurs) et des actions qui seront développées par le projet ECOFAUNE.

## Output 2.1

### Description

"Les capacités des différentes parties prenantes pouvant contribuer à la résolution des litiges et des conflits au sein des communautés agropastorales sont renforcées".

DRC mettra en œuvre un plan de formation pour les 145 groupes appuyés via l'approche CAISSE DE RESILIENCE dans le domaine de la cohésion sociale et de la protection.

Ensuite DRC travaillera dans quatre zones/villages où les conflits agriculteurs/éleveurs sont les plus fréquents et violents. Dans chaque zone, DRC animera des diagnostics participatifs, des ateliers d'échange pour identifier des actions communes qui pourraient être rapidement entreprises afin de mitiger les conflits et apaiser les tensions. Les rapports seront envoyés au cluster protection et au cluster Sec. Alim pour la conduite d'éventuel plaidoyer et actions.

### Assumptions & Risks

Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant toute action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

A) Risques Sociopolitiques: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scénario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF). Scénario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée  
B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.  
C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.  
D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

### Activities

#### Activity 2.1.1

Organisation et mise en œuvre d'un plan de formation dans le domaine de la cohésion sociale et de la protection au profit des 145 groupes de femmes et agropastoraux appuyés via l'approche CAISSE DE RESILIENCE

#### Domaines des formations:

Protection : identification et référencement des vulnérables ; VBG, droit de la femme ; droit de l'enfant ;  
Cohésion sociale : gestion pacifique des conflits ; gestion des rumeurs ;

### Activity 2.1.2

Élaboration d'un diagnostic participatif à base communautaire, d'une analyse des conflits dans chaque zone ciblée dans les régions ciblées qui seront partagées avec les cluster sec. alim et protection (étude du Do No Harm)

### Activity 2.1.3

Mise en place d'ateliers de réflexion / partages d'expérience regroupant les différentes parties prenantes dans chacune des zones retenues (membres des Comités existants, Leaders communautaires et religieux, responsables des groupes agropastoraux, autorités locales, services étatiques ANDE, FNEC, ECOFAUNE, etc...) pour développer des plans d'actions favorisant la cohabitation pacifique des agriculteurs et des éleveurs

### Activity 2.1.4

Capitalisation et partage des résultats obtenus, des actions à entreprendre, des gaps existantes afin de mener un plaidoyer auprès des instances nationales et internationales (clusters, groupes thématique transhumance, plateforme transhumance, bailleurs de fonds, etc...)

### Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicador 2.1.1	Sécurité Alimentaire	Nb de personnes formées désagrégées par sexe	150	50			200

**Means of Verification** : Fiche de participation  
Rapport de Formation  
Modules de Formation

Indicador 2.1.2	Sécurité Alimentaire	Nb d'enquêtes/évaluations/études réalisées					4
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	---

**Means of Verification** : Rapports produits et partagés

Indicador 2.1.3	Sécurité Alimentaire	Nb d'initiatives en faveur de la cohésion sociale intégrées dans les programmes de réponse en sécurité alimentaire (ref SRP 3.1)					145
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	-----

**Means of Verification** : Rapport d'activité  
Liste des participants aux formations

### Output 2.2

#### Description

Les éleveurs de petit et gros bétail ont accès aux vaccins pour contribuer à la bonne santé de leurs animaux

L'accès aux vaccins et aux autres produits vétérinaires sera rendu possible via des actions "ad hoc" telles que les campagnes de vaccination qui seront organisées en coordination avec la FAO aussi bien que de manière plus continue via l'opérationnalisation de la pharmacie vétérinaire.

#### Assumptions & Risks

Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Avant tout action DRC mènera via ses équipes et expert une analyse sensible au conflit notamment sur la zone de Ndele / Bamingui pour se rassurer du respect du principe du « do no harm ». Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

- A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF). Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée
- B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail.
- C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans les secteurs AVEC / CEP ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine des AVEC et CEP; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.
- D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

### Activities

#### Activity 2.2.1

Campagne de sensibilisation avec le FNEC et l' ANDE sur l'organisation de la campagne de vaccination

#### Activity 2.2.2

Elaboration et diffusion d'une stratégie opérationnelle pour procéder à la vaccination des animaux (petit et gros bétail) en synergie avec FNEC, ANDE et FAO

#### Activity 2.2.3

Acheminement des vaccins et des équipements nécessaires pour assurer la chaîne du froid

**Activity 2.2.4**

Déroulement et suivi des campagnes de vaccination, en coordination avec la FAO, l'ANDE, la FNEC et les autres ONG, au profit des éleveurs de petit et gros bétail Ndélé

**Activity 2.2.5**

Formation du COGES en charge de la gestion de la pharmacie, mise à disposition des équipements nécessaires à assurer le bon fonctionnement de la pharmacie et suivi

**Indicators**

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.2.1	Sécurité Alimentaire	Nb d'animaux vaccinés					5,000

**Means of Verification** : Rapport de vaccination

Photo  
Decharge  
Rapports d'activités

Indicator 2.2.2	Sécurité Alimentaire	Nb d'agents des services techniques étatiques appuyés (formation/matériel)					4
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	---

**Means of Verification** : Fiche de présence, rapports d'activités

Indicator 2.2.3	Sécurité Alimentaire	Nb d'infrastructures rurales réhabilitées/construites (stockage, marchés, etc.)					1
-----------------	----------------------	---	--	--	--	--	---

**Means of Verification** : Photo  
Rapport de decharge du matériel  
MoU

**Additional Targets** : La population active de Ndélé et Bamingui pourra bénéficier de la redynamisation des 04 infrastructures communautaires: 01 Plateforme, 01 Centrale d'Achat et 01 Pharmacie vétérinaire à Ndélé et une Plateforme à Bamingui. Sur un total d'environ 20.000 personnes (population des deux centres) au moins 8.600 personnes (estimation de la population active égal à 43% du total) pourra accéder librement à ces infrastructures et utiliser leurs services. Les données collectées par rapport aux incidents liés à la transhumance seront partagés avec le cluster protection et sécurité alimentaire

**M & R****Monitoring & Reporting plan**

Le projet sera suivi et évalué conformément au système de S&E et du HAP de DRC. Selon l'organigramme et le système de S&E de DRC, au niveau national, ce projet sera supervisé directement par le Directeur des Programmes, le Responsable Logistique et le Responsable Administratif et Financier National qui veilleront au respect des procédures d'achat et de recrutement du staff, à l'exécution des activités conformément au plan d'action proposé et au reporting régulier des activités et des finances vis-à-vis du CHF et du siège de DRC à Copenhague. Sur le terrain, le Chef de Base de Ndélé, le coordonnateur Sec. Alimentaire et le coordonnateur Protection/Cohesion sociale assureront : i) la mise en œuvre du plan d'action, ii) la coordination des activités sur le terrain, iii) l'élaboration des rapports d'activités selon l'échéance prévue, iv) la supervision de l'archivage des données et v) la mise en application du système de S&E de DRC. Le système de S&E de DRC est constitué de: i) le cadre logique de l'Action; ii) un tableau de suivi des indicateurs (élaboré sur la base du cadre logique), iii) le calendrier de Reporting, iv) le Kit contenant tout les outils de collecte de données adaptés à chacune des activités du projet (formation, suivi, remise de kits, construction, etc...), v) la base de données des performances des groupements, et vi) l'analyse des données collectées et le reporting. Le système de S&E prévoit donc un double type de suivi : 1- Le suivi des indicateurs du projet et des autres aspects contractuels ce qui est dénommée « cadre de redevabilité contractuelle » 2- Le suivi des performances des groupes cibles qui sont appuyés (groupes de femmes, groupes d'éleveurs, groupes maraîchers, etc...) dans leurs activités respectives (production animale, transformation alimentaire, production végétale...). Un système de collecte régulière de l'information est réalisé chaque mois auprès des groupes ciblés une fois qu'ils ont reçu un kit d'appui et qui ont été formée sur la tenue des outils de gestion et comptable. A titre d'exemple, pour les groupes des maraîchers, les agents terrain de DRC et les Référénts Techniques Endogènes (RTE) suivent chaque mois 2-3 variables clefs pour en apprécier la performance économique : i) quantités/qualités récoltées et vendues ; ii) les recettes du groupes, ii) l'épargne accumulée et iv) le solde en caisse. Pour en apprécier le niveau de gouvernance on relève chaque mois : i) la tenue ou pas de la réunion du groupe et ii) le niveau de remplissage des outils du groupe. Ce système permettra donc à la fois d'observer dans le temps l'évolution des indicateurs inscrits dans le cadre logique mais aussi le niveau des dynamiques et performances des différents groupes appuyés. Une enquête à indicateurs multiples de type « RESILIENCE » avant et après le projet sera menée pour apprécier l'évolution socio-économique des groupes ciblés. Parmi les indicateurs on retrouvera : le SCA, le SDA, le CIS, un indicateur sur l'asset. L'enquête a été imputée financièrement sur le budget du projet CHF / moyen d'existence mais prendre en compte les groupes appuyés sur les 2 projets. En effet la qualité du suivi passe également par la proposition de nouvelles orientations des activités et de la stratégie du projet sur la base des évaluations et des observations réalisées sur le terrain afin de mieux répondre aux attentes des bénéficiaires et à l'évolution du contexte sociopolitique. Enfin, DRC analysera aussi l'avis des bénéficiaires par rapport aux appuis recus à travers sont système de redevabilité vis-à-vis des communautés selon les lignes guide du Humanitarian Accountability Partnership (HAP).

**Workplan**

Activitydescription	Year	Activitydescription											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Identification et sélection des groupements maraichers à Ndele, Bamingui et sur l'axe Ndele – Bamingui	2015									X	X	X	
	2016												
Activity 1.1.10: Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche "CAISSE DE RESILIENCE" afin d'appuyer le système de suivi	2015											X	X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X				
Activity 1.1.2: Remise des Kits (apport FAO) et des intrants aux groupes sélectionnés	2015										X	X	X
	2016												

Activity 1.1.3: Élaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Champs École Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO pour les groupes maraichers	2015																			X	X		
	2016	X	X	X																			
Activity 1.1.4: Suivi, appui/conseil et évaluation des productions maraichères avec un appui conseil continu (DRC et ACDA)	2015																				X	X	
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X	X													
Activity 1.1.5: Identification et sélection des groupements producteurs des semences à Ndele et Bamingui centre	2015																					X	
	2016	X	X																				
Activity 1.1.6: Achats des semences améliorées avec l'appui/conseil de la FAO (achat national à l'ICRA ou dans la sous région – Cameroun)	2015																						
	2016	X	X																				
Activity 1.1.7: Elaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Champs Ecole Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO pour les groupes producteurs de semences.	2015																						
	2016		X	X	X	X																	
Activity 1.1.8: Mise en relations entre les groupes producteurs de semences et les groupes vivriers pour injecter des nouvelles semences à plus haute productivité. Ce travail se fera dès la récolte de cette année sur la sélection, la constitution de stock, et la conservation des semences.	2015																						
	2016								X	X	X												
Activity 1.1.9: Suivi, appui/conseil et évaluation des performances des producteurs de semences (DRC et ACDA)	2015																						
	2016				X	X	X	X	X														
Activity 1.2.1: Présentation de l'approche Caisse de résilience aux communautés et déroulement d'une Enquete BASELINE RESILIENCE sur tous les groupes cibles du projets CHF Sec. Alim et CHF Moyens D'existence" (financé sur le projet CHF \"moyen d'existence\")	2015																			X	X		
	2016																						
Activity 1.2.2: Identifications des groupes féminins dédiés à la transformation alimentaire sur Ndele, Bamingui et les 15 villages de l'axe Ndele – Bamingui	2015																			X	X	X	X
	2016																						
Activity 1.2.3: Acheminement des Kits (apport FAO) et distribution aux groupes retenus	2015																					X	X
	2016	X	X																				
Activity 1.2.4: Formation des groupes sur la bonne gestion des AGR et l'approche Tontines Améliorée / AVEC (Associations Villageois d'Épargne et de Crédit)	2015																					X	X
	2016	X	X	X	X	X																	
Activity 1.2.5: Appui / Conseil et suivi des performances des groupes	2015																						
	2016			X	X	X	X	X	X														
Activity 1.2.6: Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche \"CAISSE DE RESILIENCE\" afin d'appuyer le système de suivi	2015																					X	X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X														
Activity 1.2.7: Deroulement de l'enquete END LINE RESILIENCE pour apprecier l'evolution des conditions de vie des groupes appuyés (financé sur le projet CHF / Moyen d'existence)	2015																						
	2016													X									
Activity 1.3.1: Identification et sélection des groupements de petit élevage sur l'axe Ndele – Bamingui et à Bamingui	2015																			X	X	X	X
	2016																						
Activity 1.3.2: Achats et acheminement des animaux avec l'appui/conseil de la FAO	2015																					X	X
	2016	X	X																				
Activity 1.3.3: Elaboration et Mise en œuvre d'un plan de formation intégrant l'approche « Ferme Ecole Paysans » et « Caisse de Résilience » avec l'implication de l'ACDA et des Experts FAO	2015																					X	X
	2016	X	X	X	X																		
Activity 1.3.4: Suivi, appui/conseil et évaluation des performances des groupes d'élevages	2015																						
	2016																						
Activity 1.3.5: Mise en place d'un pool de formateurs endogenes (RTE) et formation à l'approche Ferme Ecole pour assurer la formation et le suivi des groupes ciblés	2015																						X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X														
Activity 1.4.1: Identification participative des besoins en équipements / rhabilitation des 3 infrastructures ciblées	2015																				X	X	
	2016																						



Activity 1.4.2: Mise à disposition des équipements et finalisation des travaux de réhabilitation	2015																	X	X	X	
	2016																				
Activity 1.4.3: Elaboration d'une stratégie de pérennisation et répliation des plateformes multifonctionnelles	2015																	X	X	X	X
	2016																				
Activity 1.4.4: Appui à la mise en place et formation des 03 Comités de Gestion (75% des femmes) dans le domaine de la gestion / planification organisationnelle et financière aussi bien que dans la maintenance des machines	2015																	X	X	X	
	2016																				
Activity 1.4.5: Appui / Conseil et suivi des performances financières des infrastructures redynamisées	2015																				X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X	X											
Activity 2.1.1: Organisation et mise en œuvre d'un plan de formation dans le domaine de la cohésion sociale et de la protection au profit des 145 groupes de femmes et agropastoraux appuyés via l'approche CAISSE DE RESILIENCE  Domaines des formations: Protection : identification et référencement des vulnérables ; VBG, droit de la femme ; droit de l'enfants ; Cohesion sociale : gestion apciffique des conflits ; gestion des rumeurs ;	2015																	X	X	X	
	2016	X	X	X	X	X															
Activity 2.1.2: Élaboration d'un diagnostique participatif à base communautaire, d'une analyse des conflits dans chaque zone ciblée dans les régions ciblées qui seront partagées avec les cluster sec. alim et protection (étude du Do No Harm)	2015																	X	X	X	
	2016	X	X	X	X	X															
Activity 2.1.3: Mise en place d'ateliers de réflexion / partages d'expérience regroupant les différentes partie prenantes dans chacune des zones retenues (membres des Comités existants, Leaders communautaires et religieux, responsables des groupes agropastoraux, autorités locales, services étatiques ANDE, FNEC, ECOFAUNE, etc...) pour développer des plans d'actions favorisant la cohabitation pacifique des agriculteurs et des éleveurs	2015																				X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X												
Activity 2.1.4: Capitalisation et partage des résultats obtenus, des actions à entreprendre, des gap existantes afin de mener un plaidoyer auprès des instances nationales et internationales (clusters, groupes thématique transhumance, plateforme transhumance, bailleurs de fonds, etc...)	2015																				
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X												
Activity 2.2.1: Campagne de sensibilisation avec le FNEC et l' ANDE sur l'organisation de la campagne de vaccination	2015																	X	X	X	X
	2016																				
Activity 2.2.2: Elaboration et diffusion d'une stratégie opérationnelle pour procéder à la vaccination des animaux (petit et gros bétail) en synergie avec FNEC, ANDE et FAO	2015																	X	X	X	
	2016																				
Activity 2.2.3: Acheminement des vaccins et des équipements nécessaires pour assurer la chaine du froid	2015																	X	X	X	
	2016																				
Activity 2.2.4: Déroulement et suivi des campagnes de vaccination, en coordination avec la FAO, l'ANDE, la FNEC et les autres ONG, au profit des éleveurs de petit et gros bétail Ndélé	2015																		X	X	
	2016	X	X																		
Activity 2.2.5: Formation du COGES en charge de la gestion de la pharmacie, mise à disposition des équipements nécessaires à assurer le bon fonctionnement de la pharmacie et suivi	2015																		X	X	
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X												
<b>OTHER INFO</b>																					
<b><u>Accountability to Affected Populations</u></b>																					

DRC est membre certifié du HAP (Humanitarian Accountability Partnership) et met en œuvre les principes de redevabilité qu'il sous-tend. Le HAP repose sur 7 principes de base qui doivent être appliqués à l'ensemble des projets de DRC.

**1. Engagement sur les normes et les droits humanitaires**

Les membres déclarent s'engager à respecter et à promouvoir les normes humanitaires et les droits des bénéficiaires.

**2. Fixer les normes et développer les compétences**

Les membres fixent un cadre de redevabilité pour les parties prenantes. Les membres établissent et réexaminent périodiquement leurs normes ainsi que leurs indicateurs de résultats et, s'il y a lieu, procèdent à leur révision. Les membres dispensent la formation nécessaire à l'utilisation et à la mise en œuvre de ces normes.

**3. Communication**

Les membres informent et consultent les parties prenantes, en particulier les bénéficiaires et le personnel, au sujet des normes adoptées, des programmes à entreprendre ainsi que des mécanismes mis à disposition pour répondre aux préoccupations.

**4. Participation aux programmes**

Les membres impliquent les bénéficiaires dans la planification, la mise en place, le suivi et l'évaluation des programmes et les tiennent informés du déroulement de ceux-ci, sauf en cas de force majeure.

**5. Contrôle permanent et compte-rendu de conformité**

Les membres impliquent les bénéficiaires et le personnel dans le contrôle du respect des normes et leur mise à jour. Les membres contrôlent et évaluent régulièrement le respect des normes en utilisant des procédures rigoureuses.

Les membres établissent un rapport sur le respect des normes, au moins une fois par an, à l'intention des parties prenantes, y compris aux bénéficiaires. Le compte-rendu peut être formalisé de différentes manières.

**6. Traitement des plaintes**

Les membres permettent aux bénéficiaires et au personnel de déposer des plaintes et de demander réparation sans crainte.

**7. Implication des partenaires**

Les partenaires de DRC s'engagent à mettre ces principes en application, même quand ils mènent leurs activités propres.

En plus, dans le cadre de ce projet, DRC mènera régulièrement des enquêtes de satisfaction :

- Auprès des femmes appuyés en kits AGR ;
- auprès des jeunes formés dans le centre de formation ;
- auprès des autres groupes cibles (associations de jeunes, leaders etc....)

Des boîtes à suggestion seront mises dans des lieux stratégiques (marie, entrée du bureau de DRC, pour collecter les avis et les propositions de la communauté.

Des focus groupes seront régulièrement menés pour collecter les nouveaux besoins des groupes ciblés et prendre en compte et valoriser leurs souhaits.

**Implementation Plan**

Les activités seront mises en œuvre directement par DRC et ses partenaires.  
 L'ACDA sera notamment impliquée dans les formations en faveur des groupes de maraîchers et de producteurs de semences en s'appuyant sur des formations participatives telles que prévu dans l'approche « CAISSE DE RESILIENCE »  
 L'ANDE sera responsabilisée pour animer les formations en faveur des groupes de petit élevage en particulier via le « Ferme Ecole Paysans » comme prévu dans l'approche « CAISSE DE RESILIENCE »  
 L'ANDE et la FNEC seront aussi mobilisées pour appuyer sur le terrain les campagnes de vaccination et contribuera aux formations du COGES de la pharmacie vétérinaire.  
 L'OFCA enfin appuiera le processus de formation et autonomisation des groupes de femmes.

Toutes les responsables de ces 4 structures seront formés par les experts de la FAO (dans le domaine AVEC et CEP) pour disposer d'un noyau de formateurs internes.  
 A ces formateurs rattachés aux 4 structures partenaires, s'ajouteront les 15 référents techniques endogènes (RTE), c'est-à-dire des membres de la communauté, les plus dynamiques et motivés, qui appuieront le processus de formation et de suivi des groupements sur le terrain.

Le Collectif des PDIs de Ndélé sera impliqué dans toutes les phases du projet : identification des femmes et jeunes PDIs, analyse de leur besoins, validation et remise des kits d'appui.

Le projet, une fois approuvé et signé, sera lancé officiellement dans les zones ciblées notamment à Ndélé et à Bamingui avec une forte mobilisation des autorités locales.

Les équipes de gestion du projets, (Sec. Alim, cohésion sociale/construction) étant en bonne partie déjà en place, permettront une démarrage immédiat du projet sur le terrain.

Le Chef de base de Ndélé veillera à assurer la coordination et le partage de l'information avec les autorités locales et les autre partenaires sur NDELE (MSF, CICR, PU/AMI, ECOFAUNE etc...).

La FAO sera fortement impliqué dans ce projet via la remise de kit « CAISSE DE RESILIENCE » aussi bien que de formateurs / experts dans les différents domaines de l'AVEC, du CEP.

- DRC demande à la FAO la mise à disposition de :
- 60 kits RESILIENCE (moulin/décortiqueuse, machine à pate) pour les femmes transformatrices ;
  - 40 Kits élevage ;
  - 800 Kits maraichers (40 groupements x 20 personnes)
  - Les vaccins
  - Les frigos
  - Une expertise en AVEC et CEP pour les équipes et partenaires de NDÉLÉ

Les caissettes et fournitures de bureau pour l'approche AVEC/tontines seront achetées directement par DRC

**Coordination with other Organizations in project area**

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
ECOFAUNE	transhumance, cohésion sociale

**Environment Marker Of The Project**

**Gender Marker Of The Project**

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

**Justify Chosen Gender Marker Code**

Dans le cadre du volet « Caisse de résilience », DRC envisage de renforcer les capacités matérielles et organisationnelles des groupements de femmes et des jeunes selon une analyse de leurs besoins respectifs. La redynamisation des Plateformes Multifonctionnelles à Ndélé et Bamingui permettront de réduire la pénibilité du travail de transformation des produits agricoles qui est aujourd'hui exercé notamment par les femmes de manière manuelle ce qui prend beaucoup de temps et d'énergie physique. Les plateformes vont donc améliorer l'emploi du temps des femmes (elles auront plus de temps libre à dédier à d'autres activités) et surtout rendre plus léger le travail de valorisation/transformation des produits agricoles (farine, huiles etc...). Les kits de transformation alimentaire aussi permettront aux femmes de réduire le temps dans la phase de valorisation des produits agricoles et d'économiser du temps et des énergies pour d'autres occupations. DRC assurera la participation des femmes dans la gestion des infrastructures communautaires avec un taux de représentation dans les COGES des 03 infrastructures appuyées (02 PFMF et 01 CA) qui sera d'au moins 75%. Les besoins spécifique de protection des membres plus vulnérables (hommes et femmes) de la communauté, pourront bénéficier des services offerts par le Centre d'Ecoute de DRC (écoute, assistance psychosocial, kits dignité, etc...).

**Protection Mainstreaming**

DRC étant ONG de protection assurera la mise en place d'activités de protection transversale au profit des bénéficiaires de ce projet et le respect du principe du "DO NO HARM".

A cet effet, une étude DO NO HARM sera menée dans le premier trimestre du projet pour se rassurer que les actions envisagées ne puissent pas discriminer/stigmatiser/frustrer des couches de la communauté et donc générer des conflits ultérieurs.

Ensuite, les groupes ciblés par ce projet (145 groupes de femmes et paysans) bénéficieront d'un paquet de formation et sensibilisation dans les domaines de la protection et de la cohésion sociale afin contribuer à la promotion d'une protection communautaire dans les zones ciblées.

Les groupes / bénéficiaires du projet seront ainsi des portes d'entrée dans la communauté pour véhiculer des messages et des réflexes de protection qui permettront :

- De diffuser les principes de base en termes de droit de la femme et de l'enfant et VBG
- Pouvoir reconnaître au sein de leurs ménages et communautés les cas de vulnérabilités et les référer aux structures de prise en charge (DRC, MSF, CICR)
- Maîtriser les outils et les notions de base en termes de gestion pacifique des conflits, gestion des rumeurs, etc...

Toutes ces actions pourront renforcer les capacités d'analyse et gestion des risques de protection perçus et vécus par les communautés et donc, de manière globale améliorer l'environnement protecteur dans les zones ciblées.

Les personnes plus vulnérables pourront aussi être référées au Centre d'Ecoute de Ndélé soutenu par DRC pour bénéficier d'une assistance spécifique.

### Country Specific Information

#### Safety and Security

Actuellement les villes de Ndélé et Bamingui sont relativement sûres bien que des cas de vols soit fréquents.

#### Access

Les conditions d'accès à Ndélé sont très limitées. Cela est dû à l'état très précaire des routes, à l'insécurité sur les axes et à la saison de pluie qui provoque des dégâts supplémentaires sur les routes.

Le projet étant prévu pour débuter en septembre, la période la plus difficile en termes d'accès à Ndélé, correspondant à la saison des pluies, sera terminée.

Néanmoins, le mauvais état général de routes est à prendre en compte et peut retarder parfois l'acheminement de biens.

Il faut compter 4 heures de route entre Ndélé et Bamingui. Actuellement, la route est accessible

### **BUDGET**

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1.1	Chef de Base/Chef de projet Ndele	D	1	6500	12	20%	15,600.00
	<i>Assure la gestion opérationnelle et sécuritaire des activités de DRC dans la Bamingui Bangoran</i>						
1.2	Responsable Food Sec	D	1	6500	12	20%	15,600.00
	<i>Il assure la mise en place des activités de sécurité alimentaire dans la zone</i>						
1.3	Expert Gestion Conflit	D	1	5500	12	8%	5,280.00
	<i>Contribue à l'adaptation des stratégies / modules de cohésion sociale par rapport à la problématique "éleveurs-agriculteurs" qui est bien différente de celle intra- communautaire</i>						
1.4	Expert Montage Plateformes Multifonctionnelles	D	1	5000	2	40%	4,000.00
	<i>Consultance de 2 mois pour : former les 02 COGES en charge de la PFM, élaborer et diffuser les outils de gestion de la PFM, élaborer une stratégie de pérennisation financière et organisationnelle pour possible replication dans d'autres zones du pays</i>						
1.5	Grant officer	D	1	5500	12	8%	5,280.00
	<i>Assurer la gestion des contrats, du reporting, du S&amp;E</i>						
1.6	Logisticiens (achat et base)	S	1	5000	12	8%	4,800.00
	<i>Assure la gestion des mouvements, les achats, le stock</i>						
1.7	Assistant HOFA	S	1	4500	12	8%	4,320.00
	<i>Il appuie le Directeur Financier pour la tenue de la comptabilité, le reporting financier, la vérification/contrôle interne</i>						
1.8	Superviseur Food Sec	D	1	850	9	100%	7,650.00
	<i>en charge de la mise en oeuvre des activités de sec. alim sur le terrain. Il travaille sous la coordination du Responsable Food Sec.</i>						
1.9	Agent terrain Food Sec	D	4	550	9	100%	19,800.00
	<i>Ils travaillent sur le terrain et appuient la mise en oeuvre des activités de formation, sensibilisation, distribution.</i>						

1.10	Agent de saisie M&E projet	D	1	500	4	100%	2,000.00
	<i>DRC prend en charge 02 agent de la FNEC qui seront associé notamment dans la mise en oeuvre des activités "transhumance"</i>						
1.11	Logisticien/maganisinier Ndélé	S	2	500	12	15%	1,800.00
	<i>En charge du stock à Ndele</i>						
1.12	Admin-fin Ndélé	S	1	865	12	15%	1,557.00
	<i>en charge de la gestion admin/fin sur Ndele</i>						
1.13	Chauffeurs Ndélé/Femmes de ménage	S	5	250	12	15%	2,250.00
	<i>Personnel en charge de la conduite des voitures et de l'entretien de la base</i>						
1.14	Gardiens Ndélé	S	8	200	12	15%	2,880.00
	<i>En charge de la securité des locaux</i>						
1.15	Logistique Bangui	S	2	600	12	10%	1,440.00
	<i>En charge de la gestion des stock/mouvement/achat sur Bangui</i>						
1.16	Assitants finance Bangui	S	2	300	12	10%	720.00
	<i>En charge du reporting financier, de la tenu comptable</i>						
1.17	Gardiens/ femmes de ménage Bangui	S	5	250	12	15%	2,250.00
	<i>Securité et entretien sur Bangui</i>						
1.18	Perdiems missions terrain sur Bamingui	D	300	10	1	50%	1,500.00
	<i>Per diem pour faciliter la nuitée des staff nationaux à Bamingui (auberge). 300 homme/jour pour 10 USD par jour.</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>98,727.00</b>
<b>Supplies, Commodities, Materials</b>							
2.1	Kits AGR /RESILIENCE (apport en kit FAO)	D	60	80	1	100%	4,800.00
	<i>le montant couvre seulement des petits outils / équipement / consommables (bidons, fixation des moulins, sac, etc...) pour permettre le fontionnement des KITS et leur transport. Les KITS devront etre fournis par FAO</i>						
2.2	Kits AVEC / Tontines Améliorées	D	145	75	1	100%	10,875.00
	<i>KIT composé de : 2 caissettes, cadenas, calculatrice, fournitures de bureau</i>						
2.3	Kits Elevage (animaux petit bétail / pisciculture)	D	40	550	1	100%	22,000.00
	<i>Animaux, produits veterinaires, aliments, appui pour abris</i>						
2.4	Kits Maraichage (apport en Kit FAO)	D	40	60	1	100%	2,400.00
	<i>Founris par FAO. DRC a inseré un montant pour des outils additionnels au kits standard FAO et les eventuels transports</i>						
2.5	Kits Groupements Producteurs de semence	D	5	800	1	100%	4,000.00
	<i>Achat de semence ameliorée et outillages</i>						
2.6	Moteur/Equipements Plateformes (Ndele / Bamingui)	D	2	4500	1	100%	9,000.00
	<i>Equipements et moteurs pour 02 plateformes</i>						
2.7	Mobilier / Equipement Centrale d'achat (Ndele)	D	1	1500	1	100%	1,500.00
	<i>Mobiliers, registres, fournitures pour la Centrale d'achat</i>						
2.8	Matériel de formation AVEC / Tontines	D	145	50	1	100%	7,250.00
	<i>Founritures, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.9	Matériel de formation CEP - maraichage / production de semences	D	45	50	1	100%	2,250.00
	<i>Founritures, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.10	Matériel de formation Fermes Ecole - elevage	D	40	100	1	100%	4,000.00
	<i>Founritures, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						



2.11	Formation et prise en charge Referents Technique Endogene suivi des groupements	D	15	50	6	100%	4,500.00
	<i>Fournitures, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire). Indemnité mensuel pour RTE</i>						
2.12	Matériel de formation groupement Femmes (AGR, gestion des groupements)	D	60	125	1	100%	7,500.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.13	Matériel de formation intégrées en faveur des groupes cibles (cohésion et protection)	D	145	75	1	100%	10,875.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.14	Formation COGES Plateformes et Centrale d'achats	D	3	450	1	100%	1,350.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.15	Organisation rencontre village / Ndele resolution des conflits agric/éleveurs	D	8	150	1	100%	1,200.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conference, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si necessaire)</i>						
2.16	Appui en Equipement/Formation COGES Pharmacie Veterinaire	D	1	1000	1	100%	1,000.00
	<i>Mobilier, modules de formation, brochures, fournitures de bureau, velos....</i>						
2.17	Matériel et cout liés aux campagnes de vaccination gros et petit betail (appui vaccins FAO)	D	1	3500	1	100%	3,500.00
	<i>Per diem, carburant, seringue, etc...</i>						
2.18	Transport Materiel / kits (Bangui - Ndele)	D	4	3500	1	100%	14,000.00
	<i>Location camion pour transport kits sur Ndele</i>						
2.19	Carburant voiture Ndele	D	12	400	1	100%	4,800.00
	<i>fontionnement voiture</i>						
2.20	Maintenance véhicule Ndélé	S	2	500	12	30%	3,600.00
	<i>Fontionnement voiture</i>						
2.21	Carburant moto terrain (06 motos)	D	6	100	12	33%	2,376.00
	<i>Pour fontionnement moto terrain suivi groupements / partenaires</i>						
2.22	Maintenance moto terrain (06 motos)	D	6	25	12	33%	594.00
	<i>Pour fontionnement moto terrain suivi groupements / partenaires</i>						
2.23	Journaliers	D	5	5	10	100%	250.00
	<i>Pour dechargement camion kits et materieux</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>123,620.00</b>
<b>Equipment</b>							
3.1	Achat digital sender	S	1	6000	1	50%	3,000.00
	<i>Pour archivage, sécurisation et envoi des pièces comptables</i>						
3.2	Ordinateurs	D	2	1000	1	100%	2,000.00
	<i>Pour reporting, S&amp;E, elaboration des outils / fiches de travail</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>5,000.00</b>
<b>Travel</b>							
5.1	Vol International	S	1	5000	1	40%	2,000.00
	<i>Vols pour les staff internationaux impliqués dans le projet</i>						
5.2	Vol interne/ frêt UNHAS	D	1	150	24	25%	900.00
	<i>Vol Bangui Ndele + Fret</i>						
5.3	Location véhicule Bangui	S	1	2400	12	8%	2,304.00

	<i>Location voiture d'appui pour projet (recherche cotation, réunion, achat des kits....)</i>						
5.4	Carburant et maintenance Bangui	S	1	750	12	8%	720.00
	<i>Fonctionnement voiture</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>5,924.00</b>
<b>Transfers and Grants to Counterparts</b>							
6.1	ACDA (formation agricoles)	D	1	2000	1	100%	2,000.00
	<i>Mou pour assurer formation et suivi des groupes agricoles / Le MoU permettra de renforcer les capacités de l'ACDA sur le terrain; à selon des besoins: achat motos, mobiliers, ordi, rehabilitation, paiement indemnités terrain staff</i>						
6.2	ANDE (formation elevage)	D	1	2000	1	100%	2,000.00
	<i>Mou pour assurer formation et suivi des groupes d'élevage (petit et grand bétail) / Le MoU permettra de renforcer les capacités de l'ANDE sur le terrain; à selon des besoins: achat motos, mobiliers, ordi, rehabilitation, paiement indemnités terrain staff</i>						
6.3	FNEC (activités transhumance)	D	1	1000	1	100%	1,000.00
	<i>Mou pour assurer formation et suivi des groupes d'éleveurs / Le MoU permettra de renforcer les capacités de la FNEC sur le terrain; à selon des besoins: achat motos, mobiliers, ordi, rehabilitation, paiement indemnités terrain staff</i>						
6.4	OFCA (encadrement femmes)	D	1	2000	1	100%	2,000.00
	<i>Mou pour assurer formation et suivi des groupes de femmes / Le MoU permettra de renforcer les capacités de l'OFCA sur le terrain; à selon des besoins: achat motos, mobiliers, ordi, rehabilitation, paiement indemnités terrain staff</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>7,000.00</b>
<b>General Operating and Other Direct Costs</b>							
7.1	Bureau/guest/entrepôt Ndélé	S	1	1400	12	15%	2,520.00
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Ndele</i>						
7.2	Bureau/guests Bangui	S	1	6000	12	6%	4,320.00
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Bangui</i>						
7.3	Internet/ Communication Ndélé	S	1	1000	12	15%	1,800.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.4	Internet/ Communication Bangui	S	1	2500	12	15%	4,500.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.5	Maintenance générateur Ndélé	S	1	200	12	20%	480.00
	<i>Pour assurer courant électrique dans le bureau</i>						
7.6	Carburant generateur Ndele	S	1	600	12	33%	2,376.00
	<i>Pour assurer courant électrique dans le bureau</i>						
7.7	Fournitures de bureau	D	1	500	12	35%	2,100.00
	<i>Cahier, bloc notes, stylos, cartuche, toner, etc...pour reporting, outils de suivi, fiche pour le beneficiaires etc...</i>						
7.8	Maintenance base Ndelè	S	1	145	12	25%	435.00
	<i>Assurer le fonnement de la base (reparation électrique, eau, nettoyage, petit reparation, etc...)</i>						
7.9	Matériel sécu base Ndele	S	1	325	1	100%	325.00

	<i>Radio, fil barbelet, renforcement portail, etc...</i>							
	<b>Section Total</b>							<b>18,856.00</b>
<b>SubTotal</b>							1149	<b>259,127.00</b>
Direct								208,730.00
Support								50,397.00
<b>PSC Cost</b>								
PSC Cost Percent								7%
PSC Amount								18,138.89
<b>Total Cost</b>								<b>277,265.89</b>
Audit Cost							1%	2,840.00
<b>Grand Total CHF Cost</b>								<b>280,105.89</b>
<b>Project Locations</b>								
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name	
		Men	Women	Boys	Girls	Total		
Bamingui Bangoran -> Ndélé	60							
Bamingui Bangoran -> Bamingui	40							
<b>Documents</b>								
Category Name		Document Description						
Project Supporting Documents		questionnaire baseline resilience.pdf						
Project Supporting Documents		Presentation données enquete DRC.pdf						
Project Supporting Documents		ancienne version à ne pas considerer						
Technical Review		COMMENTAIRES REVISION TECHNIQUE 1 CHF DRC DEFINITIVE.docx						